

ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

Photo: Laura Mureşan

ROUMANIE/EXTRACTIVISME

Save Roşia Montană

C'était par une journée assez chaude de l'été 2003 que je me suis rendu pour la première fois à Roşia Montană, en compagnie de mon père, tout aussi curieux. Nous avons entendu dire qu'ici, une initiative de petit·es paysan·nes du coin et de jeunes citoyen·es s'opposait à une mine d'or – quelques Davids contre un Goliath lié aux services secrets et aux kleptocrates. J'avais interviewé une vieille Hongroise sur son refus de l'or et fait la connaissance de gens qui voulaient sauver leur village. Le soleil brillait à Roşia et c'était le début d'une belle amitié...

Pour ces gens-là, la résistance avait commencé quelques années auparavant. La société civile? Le droit? Poussez le bouchon. La Roşia Montană Gold Corporation, appelée «Gold», avec ses recruteurs de Gabriel Resources Ltd. cotés à la Bourse de Toronto, avait acheté sous leurs chaises le sol et les maisons des gens, construit une cité de remplacement stérile aux portes d'Alba Iulia/ Karlsburg, graissée des pattes. L'initiative citoyenne Alburnus Maior (d'après le nom de la localité datant de l'époque de sa fondation par les Romains) et la campagne *Save Roşia Montană* s'y étaient opposées, avaient porté plainte pour obtenir un droit de regard et l'annulation des autorisations. À cette occasion, la phrase «*Nous adorons la loi!*» a fait le tour du monde.

En tant qu'adolescent marqué par la fin des années 1980 en RDA, c'est devenu un passage obligé de la société civile: année après année, nous nous rendions à Roşia, où les enfants étaient politisés, où nous débattions pour en exclure les extrémistes de droite tout à fait

solidaires (il s'agissait bien de «terre roumaine»...). Année après année, nous sommes descendu·es dans la rue, d'abord timidement, puis bruyamment, pour finir par ne plus pouvoir nous arrêter. Et, oui, année après année aussi, la société civile de mon pays natal, née dans ce petit village des monts Apuseni, s'est diversifiée. Il y eut alors des controverses entre nous – certes douloureuses, mais qui nous ont rendus plus riches. «*Uniţi salvăm Roşia Montană!*» était le rythme que nous martelions avec des bouteilles en PET remplies de sable sur l'asphalte des rues et des boulevards de tout le pays¹, le rythme dans nos têtes. Cette lutte, tous ces gens, m'ont irrémédiablement lié à ce pays.

En bref, la détermination pour ce village était énorme. Un jour, le gouvernement (ne demandez pas lequel – c'était des politico-capitalistes et des kleptocrates) a renoncé. Un jour, le village, qui n'était plus habité que par quelques personnes, a été inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Un jour, un jeune de retour au

pays a commencé à produire des chaussettes en laine super chics sous le label *Made in Roşia Montană*. Un jour, un groupe de scouts a vu le jour. À un moment donné, Gabriel Resources a traîné l'État roumain devant la Cour internationale d'arbitrage de Washington. Et il y eut des pleurs et des grincements de dents: à cause de cette campagne stupide, notre pauvre pays devait maintenant payer des milliards d'euros de dommages et intérêts à cette entreprise. On y aurait presque cru.

Le 8 mars 2024, la Cour d'arbitrage a rejeté toutes les demandes de Gabriel. Toutes? Toutes! La totalité! Pas un centime, *nici un bani*² pour les chercheurs d'or empêchés. C'est possible. Sur le web, on trouve beaucoup de bonnes informations sur plus de 20 ans de résistance à l'idée de l'époque de détruire des villages entiers, de faire sauter quelques tonnes d'or de la roche et de les laver au cyanure. Des lacs de telles folies toxiques existent déjà dans la région.

Le porte-parole de l'initiative locale de cette époque, Eugen David, vit retiré dans sa ferme à Roşia. La tante Margit de mon interview est décédée depuis longtemps. De nouvelles personnes vont emménager dans les maisons – avoir modifié durablement la structure sociale du village peut être considéré comme un succès par la société aurifère. Quoi qu'il en soit. Certain·es d'entre nous ont fait la fête pendant des jours après le jugement. C'est bien ainsi. Nous ne sommes pas pour autant aveugles aux catastrophes à tous les niveaux. Mais une telle victoire donne du courage! Car une chose est sûre, l'été prochain ne manquera pas de venir...

Deux personnes qui, en tant que jeunes, se sont dévouées corps et âme à la campagne *Save Roșia Montană!*, sont représentatives des centaines de milliers de personnes qui se sont engagées pour un village et ont changé tout un pays. Je veux leur donner ici le mot de la fin:

Tudor Brădățan, aujourd'hui chez DeClic.ro, la plus grande plateforme roumaine de pétitions et de campagnes: «*J'ai toujours pensé que Roșia Montană ne pouvait pas être considérée comme sauvée tant que l'or était encore sous terre. Il y aura toujours une poignée de personnes avides de s'enrichir et prêtes à faire exploser quatre montagnes pour en extraire le métal précieux. Mais il est peu probable qu'un projet minier soit financé par des investisseurs raisonnables dans un avenir prévisible proche. Tant qu'il y aura des gens pour s'opposer à la destruction de l'environnement, Roșia Montană sera en sécurité. Nous avons prouvé au cours des 20 dernières années que les activistes gagnent parfois contre vents et marées.*» Ramona Duminițoiu, aujourd'hui porte-parole d'Ecoruralis, association de petites paysannes roumaines: «*Cette victoire, nous la devons avant tout à la résistance*

paysanne de Roșia Montană. La communauté locale a été la première à se mobiliser et constituée depuis 24 ans le principal obstacle à ce projet minier illégal. Les paysannes de Roșia Montană qui se sont regroupées en un mouvement social qui a profondément changé la société roumaine postcommuniste ont inspiré tout un pays et au-delà.

La campagne Save Roșia Montană a conduit à une unité dans la société roumaine et à une école d'activisme, laissant en héritage une société civile politiquement engagée avec un modus operandi plus stratégique. Le succès obtenu devant la Cour d'arbitrage de Washington a une portée internationale. Il y a des centaines de communes et de collectifs qui luttent contre des entreprises minières similaires et des États qui font face à un chantage similaire devant les tribunaux d'arbitrage. Le succès de la Roumanie symbolise le succès des petites communautés dans le monde entier.»

Joachim Cotaru
membre FCE - Roumanie

1. https://youtu.be/nYBvdNzkXpQ?si=mDS3e_DGjC-GI_Y76
https://youtu.be/XD_b-BxWoV4?si=S8Jw0Rjo8ae8KOsY
2. «*Pas un rond*», en roumain.

emporté, avec un léger pourcentage de voix de plus que la coalition adverse. Ces élections ont également été l'occasion pour de nombreux nouveaux partis d'extrême droite de se faire connaître. Ainsi on a assisté à une augmentation notable de la violence anti-migrant·es.

À la lumière des nombreux récits, rapports et contenus des médias sociaux, j'ai voulu en savoir plus. Le but du voyage était de se rendre compte de la situation à laquelle les migrant·es sont confronté·es lorsqu'ils résident dans ce pays, pour ensuite mettre en évidence le contraste avec le fait que l'UE considère la Turquie comme un pays sûr pour elles et eux. Je voulais me faire une idée, non seulement en acquérant des informations, mais aussi en contextualisant ces informations avec les expériences des personnes sur le terrain.

Pour ce faire, j'ai décidé de me rendre à Izmir, une ville de la côte ouest de la Turquie qui a une longue histoire de migration et d'intégration ainsi que d'exclusion et de violence ethnique. C'est la troisième plus grande ville de Turquie, avec près de quatre millions et demi d'habitant·es, soit plus que Berlin ou Madrid. C'est le plus grand centre urbain de la mer Égée et la principale plaque tournante pour les migrant·es qui tentent d'entrer en Europe via la Grèce. J'ai été rejoint par le journaliste Hiba Arbide Aza¹ et le producteur local Diyar Saraçoğlu afin d'enregistrer des interviews et de produire un podcast pour le programme *Von Unten* de Radio Helsinki² et son projet jumeau à Lesbos, VC Mytilini³. Nous avons réalisé plusieurs interviews formelles avec des avocates et des activistes qui travaillent sur le terrain. Par ailleurs, nous avons rencontré de nombreuses personnes différentes qui nous ont raconté une partie de leurs histoires et de leurs expériences dans la ville et son climat social actuel.

Izmir, la ville aux multiples visages

Peu après notre arrivée à Izmir au petit matin, nous nous sommes retrouvé·es à l'imminente gare routière d'Izmir. Diyar est venu nous chercher. Pendant le trajet en voiture, nous avons discuté de notre programme pour les jours à venir, car il avait été en contact avec plusieurs personnes intéressées à nous rencontrer. Parmi elles, quelques avocates et des activistes. Nos entretiens nous ont conduits dans différents quartiers de la ville, dont celui de la finance à Basmane.

En 10 minutes de tramway, le décor change complètement, on passe d'un quartier presque parisien à une rue secondaire de *Neukölln*, à un

1. Il vit en Grèce depuis 2014, où il a travaillé comme correspondant pour la télévision et a publié des articles dans la presse écrite de divers médias internationaux. Il est impliqué dans les questions relatives aux frontières et à la liberté de circulation depuis près de deux décennies, d'abord en tant qu'activiste, puis en tant qu'avocat et maintenant en tant que journaliste, couvrant la soi-disant «crise des réfugiés» de ces dernières années en Grèce, dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Allemagne. Les questions sociales, les droits civils et les questions liées aux LGTBI+ sont d'autres sujets qu'il aborde régulièrement dans le cadre de son travail.

2. <https://helsinki.at/news/von-unten/>.

3. <https://de.cba.media/podcast/vc-mytilini>.

MIGRATIONS

La Turquie est-elle un «pays tiers sûr» pour les migrant·es? Première partie*

Lorsque je me tiens sur le toit de ma maison à Lesbos, en Grèce, je peux voir la Turquie presque par tous les temps, sauf lorsque qu'il est extrêmement mauvais. Du côté sud de l'île, sous certains angles, la mer Égée est si étroite qu'on ne la voit presque pas, et les deux pays forment une masse continentale continue. Ce que l'on voit en revanche, ce sont les dizaines de migrant·es qui risquent leur vie pour rejoindre l'Europe sur cette même mer, comparativement étroite, mais toujours risquée.

Mais pourquoi? En 2016, l'UE a signé un accord avec la Turquie, appelé l'Accord UE-Turquie, et a déclaré que la Turquie était un «pays tiers sûr» pour les migrant·es. En bref, cet accord prévoit que la Turquie accueille les migrant·es avec l'aide financière de l'Union, tout en essayant d'empêcher les gens de passer en Grèce. Depuis la signature, les agents du service grec de l'immigration ont modifié l'objectif de l'entretien sur l'asile. La question n'est plus «*pourquoi avez-vous quitté votre pays d'origine*», mais «*pourquoi la Turquie n'est-elle pas un pays sûr pour vous?*»

Si l'on jette un coup d'œil à la situation économique et sociale de la Turquie, la réponse à cette question semble évidente. Différents articles de presse décrivent l'escalade des efforts déployés par les autorités pour retrouver et expulser les migrant·es.

Si vous parlez à un migrant bloqué sur Lesbos, la situation semble encore plus urgente. Malgré les millions d'euros que l'UE envoie à la Turquie pour faciliter l'intégration et l'hébergement, les personnes venant de Turquie racontent des histoires de harcèlement, de violence xénophobe et d'incarcération arbitraire. La situation politique en Turquie est connue pour être compliquée. Le régime autoritaire d'Erdoğan opprime le peuple kurde, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières du pays, mais aussi toutes personnes qui leur sont associées, à eux ou à leur lutte. À cette fin, il s'est immiscé dans le conflit en Syrie et a établi une soi-disant «zone de sécurité» dans certaines parties du territoire tenues par les Kurdes, au moins en partie pour pouvoir y expulser les Syrien·es. Dans ce contexte, des élections ont été organisées. Erdoğan et son parti l'ont

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org



Yüksel Arslan, Arture 156, Capital VI, 1971

marché libanais puis à un boulevard de bord de mer qui rappelle fortement Thessalonique. C'est une ville impressionnante, où les clivages entre les classes sociales sont gravés dans la ligne d'horizon, où les grands immeubles modernes font l'ombre aux bidonvilles construits par les habitant·es.

Son histoire riche est profondément liée aux migrant·es et aux réfugié·es de différentes époques. Des juif·ves espagnol·es fuyant l'inquisition, des Kurdes, des Arménien·nes et bien d'autres encore ont élu domicile dans certaines parties de la ville au fil des ans. Izmir a également joué un rôle très important dans la formation de la république turque. L'échange de population qui s'en est suivi a vu des milliers de personnes quitter de force la ville et le pays. Ainsi comme dans beaucoup d'autres grandes villes du monde, le fossé entre les classes sociales de la ville gagne du terrain. Des bars et des cafés branchés, souvent associés à des œuvres d'art de rue, parsèment les quartiers les plus huppés, Alsancak par exemple.

Basmane, un microcosme

Au centre de Basmane se trouve le bazar qui est à deux pas de la célèbre tour de l'horloge. Autour de ce bazar on trouve de petites rues bordées de boutiques qui mènent à une mosquée. Diyar nous a expliqué que la ville avait récemment adopté une politique interdisant les enseignes de magasins en arabe, qui étaient courantes. Désormais, tous les noms ont été traduits phonétiquement en turc, avec de nombreux noms et mots farsis et arabes reconnaissables. Il s'agit d'un signe, petit, mais significatif, de l'augmentation du racisme institutionnel qui se développe depuis quelques années. De nombreux migrant·es sont visiblement présent·es, mais l'espace n'est pas sûr. Chaque fois qu'un·e migrant·e met le pied dehors, iel risque d'être arrêté·e, détenu·e et éventuellement expulsé·e.

Depuis plus d'un siècle, la première étape pour les migrant·es arrivant à Izmir est le quartier de Basmane. Et c'est encore le cas aujourd'hui. Depuis l'ouverture de la frontière

avec la Syrie, c'est l'endroit où se rendent les personnes cherchant à rejoindre l'Europe. En 2016, j'y avais déjà passé du temps et la situation était alors très mauvaise. C'était à peu près au moment où l'accord entre l'UE et la Turquie était entré en vigueur et les gens étaient bloqués des deux côtés de la mer Égée. Près de Basmane, de nombreuses personnes dormaient dans la rue en attendant leur chance. D'après ce que j'ai vu, il y avait moins de gens qui dormaient dehors cette fois-ci. Cependant, il s'est avéré que ce n'était pas seulement une bonne chose.

Omar, urbaniste de profession, travaille depuis des années avec des migrant·es dans le quartier de Basmane. Il soutient les gens à titre personnel, mais il a également été actif dans divers espaces sociaux du quartier qui ont vu le jour et disparu au fil des ans. Il nous a expliqué l'histoire de Basmane.

«Depuis le 16^e siècle, les premier·es migrant·es se sont installées ici. Il s'agissait de Juif·ves séfarades (réfugié·es de l'Inquisition espagnole). Au début du 20^e siècle, après l'échange de population entre la Grèce et la Turquie, Basmane est redevenu un lieu de séjour. C'est en quelque sorte le premier endroit où les migrant·es s'installent, c'est très bon marché et on peut y trouver des maisons pour des loyers pas trop élevés. Et dans les années 1980, lorsque le problème kurde a commencé en Turquie, les Kurdes ont également choisi Basmane et ses environs. Et récemment, les réfugié·es syrien·nes sont venus à Basmane, et plus récemment encore les réfugié·es africain·es.»

Au départ, Erdoğan a surtout ouvert la frontière aux Syrien·nes. Officiellement et socialement, les Syrien·nes occupent dans la société turque une position différente que celle des personnes d'autres origines. Iels peuvent prétendre à une protection internationale et ont été mieux accueilli·es dans un premier temps. Au début, il leur était plus facile de trouver du travail, d'ouvrir des magasins et, d'une manière générale, de participer à la vie de la société turque. Cela ne veut pas dire qu'iels n'ont pas souffert de

discrimination ou d'oppression. Toutefois, par rapport à d'autres, il y avait une différence. Ces dernières années, de nombreux Afghan·es ont commencé à venir en Turquie et, plus tard, des personnes originaires de divers pays du continent africain. Lors de notre conversation avec Omar, cette question a également été soulevée:

«La plupart des réfugié·es vivent de manière informelle. Iels ne sont pas enregistré·es comme travailleur·euses. Parfois, iels n'ont pas d'adresse officielle. Je parle des Syrien·nes, car il y a aussi des réfugié·es africain·es. Je veux dire, ce que nous [dans cet entretien] appelons des réfugié·es, mais iels ne le sont pas. Aucun n'a le statut de réfugié·e. Les Africain·es, même leur existence est illégale selon la loi. La police ne les voit donc pas. Et quand iels les voient, lorsqu'iels augmentent les contrôles, iels amènent des bus à Basmane et ramassent les gens. Parce que lorsqu'iels les contrôlent, iels n'ont pas de papiers.»

Il y a quelques années, c'était aussi l'endroit où les gens dormaient en grand nombre dans la rue et où de nombreux magasins vendaient des gilets de sauvetage dans une tentative cynique de tirer profit des traversées dangereuses qui avaient lieu la nuit. Aujourd'hui, il y a moins de gilets de sauvetage dans les magasins, mais ils sont toujours remplis de migrant·es. Bien que la ville soit historiquement un lieu économiquement accessible et diversifié, cette situation est en train de changer ces dernières années. Et pas seulement à Basmane.

Augmentation radicale de la xénophobie

Il y a quelques mois, des élections ont eu lieu en Turquie. Elles ont été bien couvertes par les médias européens, notamment en raison de l'attention portée à l'alliance entre les différents partis d'opposition en vue de ces élections. Cette alliance était dirigée par Kemal Kılıçdaroğlu qui, dans un discours, a abordé la situation des migrant·es en Turquie en déclarant explicitement qu'il n'était pas d'accord avec l'accord UE-Turquie et qu'une fois au pouvoir, il chercherait à expulser beaucoup plus de migrant·es qu'Erdoğan. C'est le signe que la montée de la xénophobie prend de l'ampleur. Mais cela indique également que la relation entre les migrant·es récent·es et le gouvernement actuel est compliquée.

Ayşegül Karpuz Tör, qui décrit ci-dessous la dichotomie de la politique migratoire de la Turquie, est une avocate-pénaliste bien connue dans la région d'Izmir.

«Mais ce domaine [être un avocat travaillant avec des migrant·es], d'une manière très intéressante, nous montre en vérité que l'État a une politique à double face en matière d'immigration. En tant qu'avocat moraliste, je peux dire que le gouvernement turc, en ouvrant complètement les frontières avec la Syrie pendant la guerre syrienne, a donné une grande leçon au monde sur les droits humains et les droits des migrant·es. Et je dis cela en tant qu'avocat de gauche qui n'est pas aligné sur le gouvernement ou l'État ni sur sa vision du monde ou sa politique.» (...)

«En réalité – et personne ne doit être offensé –, en ce qui concerne le nombre de réfugié·es ou de migrant·es ou leur acceptation, l'Europe a échoué par rapport à la Turquie.

Mais il y a un problème: l'État souhaite gouverner cette population migratoire à travers le prisme des Frères musulmans.

Mais la Turquie n'est pas une société islamique telle qu'on la conçoit classiquement. Il est intéressant de noter que, contrairement aux attentes de l'État, la société islamique turque a de plus fortes tendances au nationalisme et au racisme, la plupart des attaques racistes que nous observons à l'encontre des migrant·es proviennent de communautés pauvres et fortement musulmanes. En d'autres termes, c'est dans les quartiers pauvres qu'on constate le plus souvent ces attaques.

D'un point de vue politique, la géographie de la Turquie est assez complexe lorsqu'il s'agit de parler de migration. Face à une personne nationaliste ou conservatrice, parfois

je peux me retrouver à défendre la politique migratoire de l'État... Malheureusement, l'Europe n'est pas sincère dans ce domaine: elle n'interprète pas les politiques de la Turquie de manière juste ou réaliste. La Turquie ne progresse pas non plus dans sa situation actuelle en envisageant la vie et l'existence de ces personnes à long terme. Il y a beaucoup d'ambiguïtés.»

Dirk Tobias Reijne
No Border Kitchen Lesbos

* Suite dans le prochain archipel.

Les informations et déclarations contenues dans ce texte sont basées sur des entretiens réalisés avec les participants entre le 29 septembre et le 4 octobre 2023, et utilisées avec leur permission, leurs expériences personnelles et les rapports de diverses organisations qui figurent dans les notes de bas de page. Nous remercions tout particulièrement Hibai Arbide Ada et Diyar Saraçoğlu.

cune de ces histoires témoigne du fait que la spirale de la haine et de la violence peut être brisée. La guerre n'est pas une fatalité, mais une décision – il existe une issue, aussi bloquée que puisse paraître la situation, telle est la ferme conviction des *Combattant·es pour la paix*. Ainsi, la collaboration au sein d'équipes mixtes est également un exemple vécu de la possibilité d'une cohabitation pacifique.

«Je ne me suis pas battu contre des personnes de confession juive ou contre Israël, mais contre les soldat·es qui ont attaqué ma famille.» Osama Elewat, membre du comité directeur de *Combattant·es pour la paix* et fondateur de l'organisation *Visit Palestine*. Dans sa jeunesse, il a donc ressenti de la colère contre ce qu'il considérait comme un ennemi. Sa colère n'était pas idéologique, mais plutôt une réaction aux conditions de vie. Enfant déjà, il a connu l'intimidation et la violence. «Tous les jours, des soldat·es se présentaient à notre porte. Nous en avions peur.» Le Palestinien raconte des expériences qui l'ont marqué. Par exemple, lorsque des gaz lacrymogènes ont été lancés dans son école ou lorsque des soldat·es ont frappé son père. «J'ai résisté à ces soldat·es qui contrôlaient mes professeurs, mon père et moi. Ma peur s'est transformée en haine.»

Il a essayé de gagner un peu de liberté par la désobéissance civile, comme en taguant les murs ou en hissant le drapeau palestinien. Lorsqu'il a vu flotter au vent le premier drapeau qu'il avait provisoirement peint avec sa sœur, il était fier. Pour la première fois, il ressentait un sentiment de communauté. Mais quelques jours plus tard seulement, 20 soldat·es israélien·es se sont présentés devant sa maison et l'ont arrêté, encore mineur – car le drapeau palestinien était encore considéré à l'époque comme un symbole illégal et le fait de le hisser en public était puni par la loi. Il s'en est suivi un jugement sans inculpation, ce que l'on appelle la «détention administrative». Résultat: il a dû passer trois ans dans une prison israélienne. «Quand je suis sorti de prison, ma première pensée a été: maintenant, je me bats encore plus!» Osama a alors accepté un emploi dans la police palestinienne en Cisjordanie. Mais il ressentait ce travail plutôt comme une légitimation de l'occupation par Israël que comme une protection de la population palestinienne.

Notre adversaire, c'est le système

Alors qu'il était étudiant, en 2010, Osama avait été attiré par une réunion de militant·es pacifistes à Bethléem. Lorsqu'il y a rencontré des personnes juives, il a été choqué. «Je me suis dit: iels ont tué leur propre Premier ministre parce qu'il négociait un accord de paix, pourquoi s'intéresseraient-iels soudainement à la paix?» Mais il se trompait. Il a rencontré des personnes de confession juive qui sont aujourd'hui ses ami·es. Des personnes qui l'ont inspiré. Parmi ces personnes se trouvait un pilote qui refusait de bombardier des maisons à Gaza. Celui-ci a aidé Osama à obtenir son premier visa afin qu'il puisse visiter un ancien camp de concentration. Le Palestinien a réalisé que son ennemi n'était pas le judaïsme, mais autre chose: «Notre adversaire, c'est le système. Il veut que nous nous battions les un·es contre les

ISRAËL/PALESTINE

Combattant·es pour la paix

En pleine guerre, des ennemi·es déposent leurs armes et s'engagent pour la paix. Ce n'est pas la seule raison pour laquelle les *Combattant·es pour la paix* sont uniques au monde. Iels créent un espace de rencontre entre des personnes qui se détestent profondément. Cela peut rendre la paix à nouveau possible et prévenir de nouvelles violences.

Combattant·es pour la paix est un mouvement de paix binational créé en 2006 par d'ancien·es soldat·es israélien·es et des résistant·es palestinien·es. Il s'agit de la seule organisation au monde dans laquelle des combattant·es armé·es ont déposé les armes dans le cadre d'un conflit qui perdure afin de s'engager ensemble pour la paix. C'est aujourd'hui la plus grande organisation binationale en Israël et dans les territoires palestiniens – avec neuf groupes régionaux, qui ont tous des membres israéliens et palestiniens. Iels militent de manière constructive pour la fin de l'occupation israélienne, pour la non-violence, pour la justice et le dialogue entre les populations israélienne et palestinienne.

En février et mars, plusieurs membres de *Combatants for Peace* ont entrepris des tournées de conférences suivies de discussions en Allemagne, en Suisse et en Autriche. En Allemagne, l'ancien combattant de l'Intifada Osama Elewat et l'ancien soldat israélien Rotem Levin étaient de la partie. En Suisse, c'était Rana Salman, codirectrice palestinienne de *Combattant·es pour la paix* de Bethléem et de Yair Bunzel, Israélien et membre actif de *Combattant·es pour la paix* de Haïfa. Il s'agissait avant tout de présenter le mouvement qui s'engage de manière non-violente pour la paix et l'égalité des droits pour les Israélien·es et les Palestiniens. Et de se demander comment maintenir cet idéal, face à la violence actuelle.

«Je ne sais pas à quoi ressemblera une solution pacifique: un État, deux États, trois États. Mais je sais qu'elle nous ressemblera: des gens d'Israël et de Palestine qui s'engagent ensemble et de manière non-vio-

lente pour la justice. Nous savons que nous ne pouvons atteindre une véritable paix qu'en reconnaissant l'humanité de l'autre.» Chen Alon, metteur en scène de théâtre israélien, cofondateur des *Combattant·es pour la paix*.

Voir ce qui nous unit

Les *Combattant·es pour la paix* s'appuient sur les rencontres personnelles. Lors des réunions internes, d'ancien·es combattant·es des deux camps se rencontrent dans des appartements privés et se racontent leur histoire. La *Memorial Day Ceremony* annuelle des *Combattant·es pour la paix* rassemble désormais plusieurs milliers de personnes pour commémorer ensemble les victimes du conflit. L'expérience le montre: celui ou celle qui accepte de connaître l'autre partie remet en question sa propre vision de la situation. Entrer dans un véritable dialogue permet de découvrir ce qui nous unit et de chercher ensemble des solutions.

Grâce à des actions communes, dont des représentations théâtrales, des lectures, des soirées d'information et des visites guidées dans les territoires occupés, les *Combattant·es pour la paix* mettent en contact des personnes qui ne se rencontrent habituellement qu'aux *checkpoints* militaires. Iels attirent l'attention sur leurs préoccupations par des marches de protestation. Depuis leur création, les *Combattant·es pour la paix* sont profondément attaché·es à la non-violence et ont mené plusieurs centaines d'actions.

Une décision

Chaque membre de CPP a sa propre histoire de transformation intérieure à raconter. Cha-

Lettre du Liban

Chères amies et chers amis,

Chaque jour, au sud du Liban¹, à la frontière de la Palestine occupée, des bombes sont larguées par Israël, détruisant des vies, mais aussi des villages entiers, des espoirs, la nature. Le Sud était magnifique, avec tous ses oliviers et le mont Hermon que l'on aperçoit au loin, mais toute la vie ici est détruite.

Oui, beaucoup d'entre vous ne le savent peut-être pas, mais ces derniers mois, 80.000 personnes ont dû quitter les régions et des villages voisins, accueillies chez des connaissances ou dans des centres communautaires, des écoles, des salles des fêtes,... Là, elles attendent de pouvoir rentrer. Les enfants ne vont plus à l'école, les gens ne peuvent plus travailler, ni s'occuper de leurs terres, ni produire l'huile d'olive qui était une source de revenus annuelle importante pour eux. L'armée d'occupation israélienne a détruit plus de 50.000 oliviers et pollué la terre avec du phosphore...

Et c'est l'hiver, le froid, l'humidité, la grippe qui circule, la toux, la fatigue ... Il n'y a pratiquement pas de pièces chauffées, car il n'y a ni électricité, ni arbres pour le bois de chauffage, et le mazout est cher... La crise est omniprésente et avec la guerre et le déplacement rapide de la population, il est très compliqué de trouver dans la région de la nourriture, des vêtements, des couvertures, des produits d'hygiène pour les bébés, les enfants et les femmes, etc. La plupart des marchés et supermarchés proches de la frontière sont fermés, car leurs propriétaires craignent les bombardements. Il est donc presque impossible de

trouver les produits de première nécessité.

Nous, de *Buzuruna Juzuruna* (voir encadré), essayons de soutenir les gens là-bas. De soutenir également les personnes de la défense civile à la frontière. La défense civile est une sorte de «pompiers», elle fait partie du gouvernement et n'a rien à voir avec le Hezbollah ou une autre milice. C'est une organisation humanitaire libanaise indépendante des partis et de la religion, comme la Croix-Rouge par exemple.

Vous connaissez tous l'histoire des pays ici, l'occupation, les tensions entre l'armée d'occupation et le Hezbollah, les guerres... Aujourd'hui, nous en sommes de nouveau là: des milliers de personnes ne savent pas où aller. Nous sommes dans un monde fou et aujourd'hui, la seule chose qui nous reste est d'être actifs et de nous serrer les coudes. S'entraider, surtout pour ceux et celles qui ont besoin d'une aide d'urgence, et ainsi changer petit à petit le système en place. C'est pourquoi nous avons demandé de l'aide à nos amis du Forum Civique Européen. Il ne s'agit pas pour l'instant d'un budget précis, mais plutôt d'une aide d'urgence pour pouvoir fournir le nécessaire aux familles dans le besoin dans le

autres pour que l'occupation se poursuive. Si nous brisons le système, nous pouvons nous réconcilier, et si nous nous réconcilions, nous pouvons devenir ami-es». Mais Osama considère également le processus de réconciliation comme un défi personnel. Pour qu'une cohabitation pacifique soit possible, il faut, selon lui, se mettre à la place de son interlocuteur/trice et comprendre la douleur et les traumatismes de l'autre partie.

Sa réponse à la question de savoir si les activistes se heurtent aussi à des critiques: «Lors d'apparitions publiques en Israël, nous rencontrons régulièrement des extrémistes de droite qui nous menacent ou nous crachent dessus.»

Liberté, dignité et droits

Rana Salman est une chrétienne palestinienne née à Jérusalem et ayant grandi dans la ville de Bethléem. Elle a rejoint *Combattant-es pour la paix* en 2020 et est actuellement codirectrice palestinienne de l'organisation.

Rana est issue d'une famille de réfugiés qui a été expulsée de sa maison à Haïfa en 1948. Dès son plus jeune âge, elle a participé à des programmes d'éducation et de dialogue afin d'en apprendre davantage sur les «autres». La plupart de ces programmes se sont déroulés à l'étranger. En 2014, elle a participé pour la première fois, avec des femmes palestiniennes et israéliennes, à une expédition dans les montagnes de Velebit en Croatie.

Rana souligne l'importance de défendre la vision de la liberté, de la dignité et de l'égalité des droits pour les Israélien·nes et les Palestiniens·nes, et d'unir leurs forces dans les circonstances les plus dramatiques.

Yair Bunzel est né en 1962 à Haïfa, fils de survivant·es hongrois·es de l'Holocauste. Il a grandi dans une famille très sioniste et a toujours voulu protéger son pays et son peuple. Yair s'est porté volontaire à l'âge de 18 ans dans la brigade de parachutistes et est devenu officier. Il a servi quatre ans dans l'armée israélienne et dix-sept autres années comme officier de réserve. Il a combattu en tant que soldat lors de la première guerre du Liban et pendant la première et la deuxième Intifada. En 2017, Yair a participé à une tournée pour les Israélien·nes qui souhaitaient rencontrer personnellement des Palestiniens·nes en Cisjordanie. C'était la première fois qu'il pouvait interagir avec des Palestiniens·nes en tant que civil. Cela a incité Yair à rejoindre *Combattant-es pour la paix* en tant qu'activiste anti-occupation. Il a commencé à rendre visite une à deux fois par semaine à des communautés de bergers palestiniens dans la vallée du Jourdain et à les accompagner afin de les protéger des attaques des colons et de la violence militaire.

Osama Elewat a conclu l'événement par un poème du poète palestinien Mahmoud Darwish: Elle demande: «*Quand allons-nous nous rencontrer?*»

Je réponds: «*Un an après la fin de la guerre.*» Elle demande: «*Quand la guerre sera-t-elle terminée?*»

Je réponds: «*Quand nous nous rencontrerons.*»

Constanze Warta
Archipel - FCE



Cèdre du Liban, Masser el Chouf, photo Clara

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Sud. Un premier soutien financier nous a déjà été promis.

L'argent sert à acheter des produits pour les personnes qui se trouvent encore dans la zone frontalière. Des denrées alimentaires durables, des couvertures et des produits d'hygiène sont distribués aux familles et aux personnes qui vivent encore à la frontière, où les magasins sont fermés ou détruits. Ces articles sont distribués par des ami·es avec lesquelles nous sommes en contact; iels se rendent directement dans le Sud auprès des habitant·es. Nous essayons d'évaluer l'ampleur des besoins et d'y répondre de manière appropriée. Nous ne pouvons pas encore savoir combien de temps les gens auront besoin d'aide.

Pour l'instant, aucune grande organisation d'aide n'est présente au Sud-Liban. C'est une région dangereuse. Les personnes qui y apportent leur aide sont pour la plupart motivées par des raisons personnelles. Voici quelques mots de notre ami libanais Tamir*, qui s'occupe des livraisons d'aide:

«Ici au Liban, en particulier au Sud-Liban, le conflit du Proche-Orient est très présent depuis le début en 1948; la population a beaucoup souffert: incursion des armées syrienne et israélienne, occupation, épuration ethnique de la population vivant dans cette région. Destruction de nos liens, de notre coopération, de notre histoire et de notre avenir communs, de nos cultures et de nos traditions. Comme je fais partie des personnes déplacées et que j'ai un lien direct avec le Sud, il est important pour moi d'aider autant que possible les personnes dans le besoin.»

Nous essayons de trouver des personnes qui peuvent spontanément apporter une aide financière. Toute contribution est la bienvenue! De mi-mars à mi-avril, je fais une tournée d'information en Allemagne, en Suisse et en France avec une amie libanaise.

Clara*,
Saadnayel, février 2024

*Les noms propres ont été modifiés par la rédaction.
1. Au sujet du Liban et du projet de Buzuruna Juzuruna, nous avons publié plusieurs articles dans Archipel ces dernières années: dans les numéros 327, 319, 295 et 259.

BUZURUNA JUZURUNA

Depuis six ans, l'équipe de *Buzuruna Juzuruna* (BJ), composée de Libanais·es, de réfugié·es syrien·es et de Français·es, mène de nombreuses activités dans une ferme de deux hectares à Saadnayel, près de Zahlé: production de semences, recherche de variétés adaptées aux conditions locales, vente de paniers de légumes et de bouquets de fleurs à Beyrouth, formations diverses (compost, traitements naturels, production de semences), soutien aux réfugié·es syrien·es dans les camps, activités pour enfants (cirque sous chapiteau), ainsi qu'un jardin potager à Saadnayel, cultivé par une vingtaine de familles. BJ soutient également des initiatives dans le domaine de l'agriculture paysanne en Syrie.

Les gens de BJ sont étroitement liés aux mouvements qui ont participé à la «révolution» qui a éclaté en octobre 2019. Pendant plusieurs mois, des places ont été occupées dans de nombreuses villes et la question de l'autonomie alimentaire a notamment été soulevée.

Le Liban - son histoire depuis l'indépendance

Avec une superficie d'environ dix mille kilomètres carrés, le Liban représente environ un quart de la Suisse, mais trois fois plus peuplé, avec 667 habitants au kilomètre carré. Cette étroite bande de terre de 220 km de long, située le long de la côte orientale de la Méditerranée, entre Israël et la Syrie, a été sous mandat français avec la Syrie de 1919 à 1943. Depuis sa création, le pays n'a connu que peu de périodes de paix et de nombreux Libanais·es ont quitté leur pays, devenu l'enjeu des différents intérêts au Proche-Orient. Dans les années 1950, de nombreux Palestinien·es ont fui vers le sud du Liban, jusqu'à ce que l'OLP transfère sa structure de commandement de Palestine à Beyrouth en 1970 et commette de nombreux attentats contre Israël depuis le Liban.

En 1970, une guerre civile sanglante éclate, qui ne prend fin qu'en 1989. En 1982, Israël envahit le Liban et fait fuir la direction de l'OLP qui s'installe en Tunisie, mais environ 500.000 Palestinien·es vivent encore aujourd'hui dans le pays. Une grande partie de la population libanaise a fui le Sud-Liban, occupé par l'armée israélienne jusqu'en 2020.

Il reste un mur de six mètres de haut qui sépare le sud du Liban des territoires palestiniens occupés. Depuis 1975, la Syrie avait également des troupes stationnées en permanence au Liban et n'a été contrainte de les retirer complètement qu'avec la révolution du Cèdre¹ en 2005. Peu après, la répression militaire du mouvement de protestation en Syrie a entraîné un flux continu de réfugié·es vers les pays voisins. En mars 2013, il y avait officiellement près de 700.000 réfugié·es syrien·es au Liban; aujourd'hui, leur nombre est estimé à 1,5 million. L'histoire douloureuse de ce petit pays a conduit à la désintégration totale des structures étatiques. Depuis 2019, le pays est confronté à une grave crise économique. L'État libanais a accumulé près de 90 milliards de dollars américains de dettes. Un tiers de la population est actuellement menacé de famine. Actuellement, de tous les États du monde, le Liban a le pourcentage le plus élevé de réfugié·es par rapport à la population totale.

1. La «révolution du cèdre» est le nom donné à la série de manifestations de la société civile au Liban, principalement à Beyrouth, déclenchées par une tentative d'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafiq Hariri le 14 février 2005.

UKRAINE/DROITS HUMAINS

Maksym Butkevych devant la Cour suprême

La Cour suprême de Moscou, après avoir examiné un pourvoi en cassation, a confirmé la condamnation du défenseur ukrainien des droits humains et antifasciste Maksym Butkevych. Le 10 mars 2023, un tribunal de la République Populaire autoproclamée de Louhansk (RPL) l'avait condamné à 13 ans de prison pour avoir prétendument blessé deux femmes à Sievierodonetsk en tirant un lance-grenades sur l'entrée d'un immeuble résidentiel.

Le militant ukrainien des droits humains, journaliste et antifasciste Maksym Butkevych avait été capturé par les Russes en juin 2022, mais sa condamnation n'a été rendue publique par un communiqué de presse de la direction principale du comité d'enquête¹ que le 10 mars 2023. Ce jour-là, le tribunal de la RPL autoproclamée a déclaré Butkevych «*coupable de traitement cruel de civil·es et de prisonnier·es de guerre, d'utilisation de méthodes interdites dans un conflit armé, de tentative de meurtre sur deux personnes et de dommages intentionnels à la propriété d'autrui d'une manière généralement dangereuse.*»

Depuis 2008, Maksym Butkevych aide les réfugié·es et les migrant·es en Ukraine et suit les questions de xénophobie et le racisme. Il a ensuite travaillé pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugié·es en Europe de l'Est. En 2012, il a fondé le centre des droits humains *Zmina* et, en 2013, cofondé *Radio Hromadske*. Après l'invasion russe de la Crimée et du Donbass en 2014, Butkevych a coordonné le centre de ressources pour les personnes déplacées. Après le déclenchement de la guerre, il s'est enrôlé dans l'armée ukrainienne.

L'enquête a insisté sur le fait que le 4 juin 2022, il n'y avait pas d'opérations militaires à Sievierodonetsk, où il se trouvait, et qu'il ne restait que des civils. La compagnie sous

le commandement de Butkevych occupait l'un des appartements d'un immeuble résidentiel. Ayant vu par la fenêtre des personnes dans l'entrée de la maison d'en face, Butkevych aurait décidé de leur tirer dessus avec un lance-roquettes Panzerfaust-3 «*à des fins d'intimidation*» et aurait blessé deux civil·es, alors qu'*Ipamu Hraty*² écrit que l'unité de Maksym Butkevych n'a été redéployée de Kiev vers le Donbass que dix jours après que les actions qui lui sont reprochées auraient eu lieu.

Le 22 août 2023, la cour d'appel de Moscou examinait l'appel contre la condamnation de Butkevych et confirmait la décision du tribunal de la RPL. Après cette audience, il a disparu pendant plusieurs mois – ni ses proches, ni son avocat Léonid Soloviov ne savaient où il se trouvait. Ce n'est qu'à la fin de l'année dernière que Butkevych a été localisé dans la colonie de Krasny Luch, dans la région occupée de Louhansk.

Le procès

Le public est autorisé à assister à la séance. Le trio de juges entre dans la salle. Le panel de juges aujourd'hui: *Oleg Kimovich Zatelepin*, *Evgueni Yurievich Zemskov* et *Nikolai Pavlovich Dubovik*. L'accusation est représentée par la procureure *Phillipova*. Butkevych est défendu par l'avocat Léonid Soloviov. Avant

le début de l'audience, celui-ci s'est rendu dans la salle pour communiquer avec l'accusé.

Maksym Butkevych lui-même participe à la réunion par vidéoconférence depuis le centre de détention de Louhansk. «*Je suis très heureux de vous voir*», salue-t-il brièvement. La responsable du Comité d'assistance civique, Svetlana Gannouchkina, et six autres personnes sont venues le soutenir. Son avocat demande à joindre le protocole d'inspection de la facturation du téléphone de Butkevych. Il indique que le 4 juin 2022, Butkevych se trouvait à Kiev, et non à Sievierodonetsk, comme le prétend l'accusation. Le deuxième document de Soloviov est un entretien d'avocat avec une Française qui a rencontré Butkevych à Kiev le 7 juin 2022. Cela prouve également qu'il n'a pas pu commettre l'infraction en question. Butkevych lui-même soutient la saisie des documents. L'avocat a noté séparément qu'au cours de l'enquête, Butkevych s'est «auto-incriminé».

La procureure s'oppose à la saisie des documents. Elle considère que le protocole de l'examen de la facturation n'est pas vérifié. Elle ajoute que la cassation ne porte pas sur le fond de l'affaire. Le trio de juges se retire pour décider de l'admission des requêtes. Butkevych reçoit un appel vidéo de ses parents à partir d'un minuscule écran de téléphone. Les huissiers ayant immédiatement coupé le son de la salle, iels tentent de communiquer avec leur fils par gestes. De temps en temps, il fait un signe de tête de compréhension.

Les juges sont de retour dans la salle d'audience. Ils refusent les documents, car l'avocat propose de réexaminer les preuves, ce qui n'est pas de la compétence de l'instance de cassation. Le juge Zatelepin rappelle l'essentiel de l'affaire. Soloviov répète dans sa déclaration qu'il n'y a aucune preuve de la culpabilité de Butkevych dans cette affaire. «*Nous ne contestons pas du tout le fait que les victimes ont souffert, que des dommages ont été causés*», déclare-t-il. En fait, la culpabilité du défenseur des droits humains n'est prouvée que par les aveux de Butkevych lui-même, il n'y a pas d'autres expertises et preuves dans l'affaire.

Outre les aveux, l'affaire contient également le témoignage de Butkevych sur la scène du crime. Mais ils n'ont pas été vérifiés par le tribunal. Selon l'avocat de la défense, l'absence d'autres preuves de la culpabilité de Butkevych justifie l'annulation du verdict et un nouvel examen de l'affaire. Maksym Butkevych commence à parler. On ne l'entend pas très bien, on ne distingue que des mots isolés. Butkevych déclare qu'il s'est engagé toute sa vie dans la défense des droits civiques, et que l'infraction qui lui est reprochée est en contradiction avec cela. Les juges finissent par lui demander de s'éloigner pour être mieux entendu, mais cela ne sert pas à grand-chose.

M. Butkevych, comme son avocat, affirme qu'en dehors de son témoignage initial, il n'y a pas d'autres preuves dans cette affaire. Il note que le tribunal n'a pas cherché à comprendre pourquoi il avait soudainement changé son témoignage après deux mois de captivité. «*Je n'ai pris aucune mesure contre la population civile qui puisse être considérée comme une violation des normes internationales*», déclare M. Butkevych, qui souligne à nouveau qu'il n'était tout simplement pas présent à l'endroit et à l'heure décrits dans le verdict. Il explique qu'il a avoué parce qu'on avait promis aux

prisonniers de guerre qu'ils auraient plus de chances d'être échangés s'ils coopéraient à l'enquête. C'est ainsi que de nombreux Ukrainien·nes ont avoué avoir commis des actes qu'ils n'avaient pas commis. «*Butkevych, parlez de vous-même! Ne parlez pas des autres!*» – Le juge Zatelepin l'interrompt.

«*Je compatis beaucoup avec les victimes*», déclare M. Butkevych. En même temps, il ne se fait pas d'illusions sur le «*rétablissement de la justice*» dans le cadre du système existant en Russie. (...) «*D'une part, on m'a dit que si j'acceptais, je serais échangé contre un prisonnier de guerre des forces armées de la Fédération de Russie, peu de temps après ma condamnation. D'autre part, on m'a expliqué que si je refusais, je serais soumis à diverses méthodes d'influence physique. Certaines [méthodes] m'ont été démontrées*», répond Butkevych en choisissant soigneusement ses mots. «*Les arguments selon lesquels Butkevych s'est incriminé lui-même ne sont pas convaincants. Tous les interrogatoires ont été menés en présence d'un avocat et confirmés par Butkevych lors de la séance du tribunal [à Louhansk]. On lui a expliqué les normes de l'article 51 de la Constitution russe [sur le droit de ne pas s'incriminer soi-même]*», note la procureure Philipova. Après cela, les juges se réunissent pour prendre une décision.

En regardant Butkevych sourire à l'écran, «*une personne exceptionnellement positive*», s'émerveille Svetlana Gannouchkina en attendant la décision. Les personnes venues assister

au procès montrent à Butkevych des lettres et des timbres, il répond par un pouce levé – le son est à nouveau coupé. Les huissiers autorisent Butkevych à montrer un téléphone avec un appel vidéo à ses parents. Le public lui apprend que les lettres lui parviennent non plus en deux mois comme auparavant, mais en 18 jours. Il leur dit qu'il aime tout le monde et qu'il se souvient de tout le monde – le tout écrit sur des feuilles de papier montrées à l'écran. «*Patient. Joyeux. Pense à tout le monde*», écrit-il.

L'avocat demande au micro si la colonie de Krasny Luch, où est détenu Butkevych, dispose d'un système de cantine³ pour les prisonnier·es. «*Ils le promettent*», répond-il. D'après Butkevych, les visites de longue durée y ont déjà été autorisées. Les juges retournent dans la salle. La peine de Butkevych n'a pas été modifiée. Le public n'a pas été autorisé à dire au revoir au défenseur des droits humains – la transmission ayant été coupée immédiatement.

Mediazona*

* Média en ligne russe se concentrant sur la couverture de l'actualité, les analyses, les chroniques sur l'activité des services de police et de justice et le système pénitentiaire en Russie, ainsi que sur diverses formes de persécution des citoyen·nes russes pour leurs opinions politiques. Traduction du russe Archipel. <https://zona.media/online/2024/03/13/Butkevych>

1. Principal organe d'enquête judiciaire de la fédération de Russie.
2. Ou Graty (en français *barreaux*), est un média créé par Anton Naumlyuk, journaliste russe en exil <<https://graty.me>>.
3. En prison, système d'alimentation de l'extérieur d'un pécule qui permet au prisonnier de «cantiner», c'est-à-dire de se fournir en produits pour améliorer le régime ordinaire. Dans les prisons russes, les détenu·es manquent de tout.



Honoré Daumier, Les gens de justice, 1845-1848

Aide pour les migrant·es à Sarajevo

Début mars, nous avons reçu un appel d'urgence de l'initiative bosniaque Kompas à Sarajevo, qui s'occupe au quotidien de centaines d'exilé·es en route vers l'Europe, en provenance de nombreux pays en guerre et en crise. Dans le magasin gratuit (freeshop) de l'association, les migrant·es peuvent s'approvisionner en produits de première nécessité pour leur pénible voyage. Mais en raison de l'affluence, il manque désormais des vêtements, des chaussures ainsi que des sacs de couchage et des sacs à dos. C'est pourquoi nous avons de nouveau lancé en mars une collecte de matériel d'occasion en Suisse, à Bâle, Berne, St-Prex et Delémont. Au total, près de trois tonnes de matériel en bon état ont été récoltées. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont participé! Cette grande solidarité nous a beaucoup impressionné·es. Nous tenons à remercier encore notre ami Danilo Gay de Mont-sur-Lausanne, qui a organisé une collecte autour de Lausanne et de Genève, et l'Association L'Escal à St-Prex pour ses services.

Claude Braun et Michael Rössler
Membres FCE - Suisse

Un jugement révolutionnaire

La violence domestique reconnue comme motif d'asile.

C'est un jugement qui aurait dû être rendu depuis longtemps. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a décidé le 16 janvier 2024 que les femmes victimes de violence domestique ou autre ont le droit d'obtenir une protection dans l'Union européenne (UE). Les États membres peuvent les reconnaître comme réfugiées ou leur accorder au moins une protection subsidiaire contre l'expulsion.

C'est le cas d'une femme kurde qui avait demandé une protection internationale en Bulgarie qui a été à l'origine de cette décision. Au cours de la procédure, elle a déclaré avoir été mariée de force, ce qui l'a amenée à divorcer. Son ex-mari et sa famille l'auraient alors menacée. Elle craignait d'être victime d'un «crime d'honneur». Selon la CJCE, les femmes peuvent obtenir le statut de réfugiée dans ces circonstances.

Pour obtenir le statut de réfugié·e, il faut prouver que le ou la demandeur·euse est persécuté·e en raison de son ethnicité, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un groupe social. Selon cette convention, les femmes sont désormais considérées comme un «groupe social».

Pour Aimee Stuflesser d'Amnesty International Autriche, cette décision «fait date».

Il ne faut pas s'étonner que le parti d'extrême droite autrichien FPÖ critique le jugement sous prétexte qu'il «attise l'immigration illégale de masse». Sa misogynie profondément ancrée et son incitation répugnante contre les personnes en quête de protection vont de pair. À la Plateforme pour une politique d'asile humaine, nous saluons cette décision et espérons qu'elle contribuera à une plus grande prise de conscience de la violence envers les femmes dans l'opinion publique.

Plateforme pour
une politique d'asile humaine*



Dorşin, Peinture de Zehra Doğan, 2016

* Large regroupement politique d'ONG, d'initiatives en faveur des réfugié·es, d'organisations politiques ainsi que de personnalités engagées qui lutte contre le racisme envers les réfugié·es, la communauté noire et les personnes de couleur, le racisme antimusulman, l'antisémitisme et toutes les formes de discrimination.
<<https://menschliche-asylopolitik.at/wer-wir-sind/>>

PAS EN NOTRE NOM!

Manifeste: les droits fondamentaux pour toutes et tous, aussi aux frontières!

La réforme du Régime d'asile européen commun (RAEC), décidée en décembre 2023, est en train d'être mise en œuvre.¹ Elle prévoit en particulier:

- que les personnes en exil, y compris les familles avec enfants, soient placées dans de gigantesques camps de réfugié·es aux frontières extérieures de l'UE, dans des conditions quasi carcérales;

- que se déroulent là le plus possible des procédures rapides aux frontières, sans protection juridique. Elles doivent s'appliquer, notamment, pour toutes les personnes venant d'un pays pour lequel il y a moins de 20% de chance d'asile. Le but est de les renvoyer le plus rapidement possible dans leur patrie ou dans un pays tiers prétendument sûr;

- que les personnes qui obtiennent l'asile soient, sous certaines conditions, attribuées aux pays européens selon une clé de répartition. Les pays qui ne veulent accueillir personne peuvent s'en dispenser financièrement ou envoyer du personnel aux frontières extérieures.

Une fois de plus, on lutte contre les symptômes plutôt que les causes. On ne peut empêcher la migration de cette manière, et les conditions dévastatrices aux frontières extérieures de l'UE ne s'en trouvent pas améliorées – bien au contraire. Le nouveau RAEC suscite des détériorations drastiques des conditions d'accueil pour les personnes en quête de protection. Les mesures prévues violent les principes fondamentaux de dispositions juridiques nationales, européennes et internationales qui valent pour chaque être humain en tant qu'être humain.²

Les développements aux frontières extérieures de l'UE concernent également la Suisse, non seulement à cause des accords de Schengen et de Dublin, mais aussi parce qu'elle est le berceau de la Convention de Genève relative au statut des réfugié·es.

Le démantèlement des droits fondamentaux nous menace toutes et tous! Nous disons: pas en notre nom! Nous voulons une société ouverte et nous disons NON à la dissuasion et au verrouillage! Il nous faut un nouveau regard sur la migration, libéré de la peur.

Nous appelons le Conseil fédéral à:

- s'engager, dans le cadre de notre association à Schengen/Dublin, en faveur du maintien des standards en matière de droits humains et du respect intégral des droits des requérantes et requérants d'asile;

- lutter systématiquement contre le démantèlement de la Convention de Genève relative au statut des réfugié·es et d'autres dispositions de droit international, tant en politique intérieure qu'extérieure;

- accueillir bénévolement un nombre adéquat de requérantes et requérants d'asile dans le cadre du mécanisme de solidarité.

La reconnaissance de la dignité et des mêmes droits pour tous les êtres humains est la base de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde. Nous demandons des pas qui vont dans cette direction.

Migrationscharta.ch*

* La charte de la migration est une invitation adressée aux églises, à leurs membres, aux groupes religieux, aux organisations paroissiales et aux autorités afin qu'iels la soutiennent. En soumettant des propositions politiques pour renforcer les droits fondamentaux, la charte fait également appel à toute l'opinion publique.

1. Après l'accord des États-membres du 9 février 2024, la commission compétente du parlement européen votera sur ce sujet en février 2024, et le parlement lui-même en mars ou avril 2024.

2. Sont menacés dans la Déclaration universelle des droits humains les articles suivants: Art. 9: Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé; Art. 14: Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays. Dans la Convention européenne des droits de l'homme: Art. 3: Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants. Art. 5: Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Dans la Convention de Genève relative au statut des réfugié·es: Art. 33,1: Aucun des États contractants n'expulsera ou ne renverra, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée [...].